

Notre-Dame de Paris : "plan de sécurité" des cathédrales, sept monuments ne sont toujours pas aux normes

Lecture 3 min

[A La Une Notre-Dame De Paris](#)



Après l'incendie de Notre-Dame, un plan "sécurité cathédrales" a été adopté, doté de 2 millions d'euros en 2020 © Crédit photo : BERTRAND GUAY / AFP

Par SudOuest.fr avec AFP
Publié le 10/04/2020

Pour empêcher un autre sinistre après l'incendie de Notre-Dame, le ministre de la culture Franck Riester avait lancé un "plan sécurité cathédrale". Mais les experts s'accordent pour dire que ce plan risque d'être insuffisant

Les cathédrales de France sont-elles à l'abri d'un incendie ? C'est pour empêcher que le sinistre de Notre-Dame ne se reproduise qu'un "plan sécurité cathédrales" a été lancé. Salué positivement, il risque d'être insuffisant, s'accordent les experts.

Quelques jours après le sinistre, le ministre de la Culture Franck Riester avait ordonné un état des lieux "très précis" des systèmes de sécurité des 86 cathédrales, deux basiliques et une église dont l'État est propriétaire. Un plan "sécurité cathédrales" a depuis été adopté, doté de 2 millions d'euros en 2020, s'ajoutant aux 40 à 45 millions d'euros affectés annuellement aux cathédrales.

Installations électriques

On y retrouve les problématiques apparues à Notre-Dame. La première consigne est de "porter une attention toute particulière aux installations électriques et aux procédures mises en œuvre à l'occasion de travaux". Mais aussi "réduire les risques de propagation" du feu, "faciliter l'action des sapeurs-pompiers", "mettre en place un plan de sauvegarde des biens culturels", et "renforcer la formation des acteurs sur la sécurité incendie".

La plupart des incendies qui se déclarent chaque année dans les églises et cathédrales ne sont pas la conséquence d'actes criminels. Les installations électriques défectueuses sont à l'origine de quelque 30% des sinistres. Les départs de feu surviennent assez souvent lors de chantiers: une soudure mal réalisée, une combustion lente non détectée, un projecteur trop près de la charpente. Mais aussi des cartons de cierges sous un présentoir à bougies, des appareils au gaz derrière de simples rideaux...



La cathédrale Saint-André à Bordeaux © Crédit photo : Guillaume Bonnaud

Sept cathédrales pas aux normes

Des missions sécurité-sûreté composées de pompiers et policiers détachés au ministère de la Culture, font tous les cinq ans depuis 1996 des audits. Début 2020, les commissions de sécurité qui vérifient les conditions de l'accueil du public, n'ont pas donné d'avis favorables pour sept cathédrales. À Grenoble et à Sées (dans l'Orne), les problèmes sont liés à l'environnement immédiat. Pour Saint-Étienne de Toulouse, une sortie de secours passe par la sacristie, où se trouve le trésor. À Évreux, Bourges, Tulle et Saint-Brieuc, à l'intérieur des édifices, des mises aux normes étaient en cours quand le coronavirus est arrivé.

La situation varie beaucoup d'un site à l'autre. À Rennes, une restauration a été conduite récemment. Du coup un système dernier cri, avec des détecteurs de fumée à laser, est en place. Quel que soit leur état de départ, toutes les cathédrales doivent respecter des seuils réglementaires, et s'efforcer d'aller au-delà. Mais parfois le "clochemerle" complique tout : bisbilles entre mairie, diocèse, architectes, entrepreneurs, commerçants...

Sauvegarde des œuvres

Le plus grand retard est celui des plans de sauvegarde des œuvres (tableaux, statues, tapisseries, etc;) sous les mots-clés: sécuriser, protéger, évacuer. Une vingtaine de plans seulement ont été achevés, indique-t-on au ministère. Dans la concertation entre conservateurs régionaux et SDIS (Services départementaux d'incendie et de secours), les priorités tendent à diverger: les conservateurs s'attachent à la fidélité au patrimoine, les pompiers demandent où sont les œuvres prioritaires, comment les enlever...

Fin 2020, un bilan des travaux devrait être effectué. Pour Henry Masson, président du "collège des monuments historiques", groupe d'experts des professions concernées, la connaissance de ces édifices très complexes— avec des relevés qui sont les "outils de base"—requiert beaucoup de "travail, temps et argent". "Mais la question de fond est la présence humaine: quelqu'un qui connaisse très bien l'édifice" et puisse veiller sur lui. Or, le ministère ne prévoit pas d'embaucher des gardiens.

"Manque d'un état des lieux réel"

"Où ça sonne? Chez qui? Qui intervient? Quel délai entre alarme et intervention": seule cette présence humaine peut le savoir et l'assurer, observe-t-il. Selon Henry Masson, ce sont ces dysfonctionnements humains qui ont aggravé le sinistre de Notre-Dame. Maxime Cumunel de l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR) salue le plan de Franck Riester mais déplore "le manque d'un état des lieux réel". "2 millions d'euros, j'ai un gros doute que cela suffise. Et qu'en est-il des autres

cathédrales, du Panthéon, de la Sainte-Chapelle? Il faudrait un plan d'action, un objectif, un état des lieux, une feuille de route, un budget, un calendrier".

"Et les grandes institutions publiques sont-elles à la hauteur? L'État doit être régulateur et bon gendarme", plaide-t-il. Pour le ministère, la politique d'entretien de ses cathédrales ne doit pas que préserver le passé mais être tournée vers l'avenir, avec des restaurations audacieuses et l'adjonction de projets contemporains, comme dans la restauration du portail polychrome de Saint-Maurice d'Angers. **Soutenez Sud Ouest et le journalisme de proximité : abonnez-vous à partir de 1€ par mois.**